

dent de la station météo du cap St. James. Sans elle, les avions et les bateaux circulent à l'aveuglette dans cette région. Pour les personnes qui se servent de ce réseau d'information météorologique plus que de toute autre source de renseignements disponible, la perte de cette dernière serait probablement la plus importante de leur carrière.

• (1820)

Le gouvernement parle de la fermer en 1992 par souci d'économie. Mais en faisant des économies, il va condamner des gens à mort. Il deviendra extrêmement dangereux de circuler dans cette région.

Ce n'est pas moi qui le dis, mais les pilotes des hélicoptères de la garde côtière. Ils disent que lorsqu'ils quittent Prince Rupert, ils ne disposent d'aucune information et que, s'ils sortent par mauvais temps, soit pour aller à la recherche de quelqu'un, soit pour se porter au secours de quelqu'un en difficulté, ils mettent leur propre vie en danger, faute d'information météorologique.

La station du cap St. James est leur plus gros atout. Il est d'une importance absolument capitale que le gouvernement change d'avis en ce qui concerne sa fermeture. Le combat n'est pas terminé ici à la Chambre. Les réunions sur la côte vont se multiplier. Il faut que cette décision soit renversée et que ces phares soient modernisés.

Il y a un volume du rapport sur le programme d'amélioration du réseau de phares, qui est prêt à être mis en oeuvre, mais il devait y avoir sept de ces volumes. Il est maintenant temps de procéder à la deuxième et dernière étape de l'amélioration. Reprenons les consultations publiques pour recueillir les idées d'améliorations qui permettront de raffermir le système de sécurité. Annulons le plan de fermeture de la station météorologique de cap St. James.

Et surtout, le ministre doit rencontrer les sept députés des circonscriptions côtières de la Colombie-Britannique. Dans une lettre en route vers le bureau du ministre, on lui dit qu'il n'y a que la moitié du travail de fait. Voilà pour cette partie. Nous ne voulons plus d'automatisation. Faisons la moitié du travail qui reste à faire, la moitié qui permettra vraiment de protéger des vies et d'améliorer la sécurité pour la population de la côte ouest. Et s'il vous plaît, organisez une réunion avec ces députés pour qu'on sache vers où nous nous dirigeons maintenant.

Initiatives ministérielles

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je suis heureux moi aussi cet après-midi d'avoir la possibilité d'aborder ce problème d'un point de vue différent, ayant parlé à un grand nombre des personnes que je représente de Nipigon, de Red Rock, de Dorion, de Hurkett, de Pass Lake, de Kakabeka Falls, de Murillo, de Gull Bay, d'Armstrong et enfin de Thunder Bay. Mes propos découlent surtout de cette position avantageuse, et je vais essayer d'expliquer à la Chambre ce que m'ont dit les gens des régions que je viens d'énumérer.

Ce qui m'ennuie vraiment à propos de ce budget et en particulier à propos de ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt, c'est qu'il semble que nous n'ayons pas atteint notre objectif au Canada. J'entends dire que le Canada n'a pas d'orientation commune à laquelle se rallier, qu'il n'a plus de but commun et que nous n'avons plus d'objectif national autour duquel tous les Canadiens peuvent maintenant se rallier, éprouver le sentiment de fierté que nous avions autrefois dans notre pays ainsi que se sentir confortables et en sécurité au sujet des nombreuses excellentes institutions que notre gouvernement fédéral a pris tant d'années à édifier.

Il s'agit d'institutions comme notre système d'enseignement que nous apprécions dans toutes les provinces et tous les territoires de notre pays qui est libre et ouvert à tous les participants. C'est un système d'enseignement qui est l'un des meilleurs du monde quand nous arrivons au niveau secondaire et postsecondaire. Nous avons un programme d'acquisition de nouvelles compétences au niveau des collèges que nous devrions appuyer de tant d'autres façons.

Nous voulons un système de gouvernement qui fasse preuve d'empathie, de compassion et de sollicitude, car un grand nombre de nos concitoyens ont besoin à différents moments de leur vie d'un peu d'aide de la part des gouvernements.

Une autre institution qui n'est pas sans défauts, notre système national de soins de santé, avec ses embûches, fait l'envie de tous les pays du monde qui essayent de l'imiter, en particulier les États-Unis.

Il nous manque un objectif national à propos duquel tous les Canadiens puissent à nouveau ressentir ce sentiment de fierté nationale, ce sentiment de loyauté à l'égard du pays unifié que nous essayons tous de réaliser. Je pense malheureusement que c'est à cause du projet de loi portant pouvoir d'emprunt dont nous parlons et du budget et de ceux qui l'ont précédé que cela manque